L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 30 NOVEMBRE 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil-d'Etat, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Banque.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 30 NOVEMBRE.

La session qui vient de se terminer a été marquée par un acte important : on comprend que nous voulions parler de la manifestation de mercredi soir. Nous revenons à dessein sur cette démonstration populaire, car elle aura un grand retentissement dans l'Union. Nous l'avons déjà dit, la Louisiane est un Etat exceptionnel : on ne doit pas être confondu avec le reste du Sud. Nous connaissons nos droits, nous saurions au besoin les défendre, nous protestons contre les empiétements du Nord, mais notre attitude est celle de la dignité et de la force. Comptant sur notre bon droit et sur la légitimité de notre cause, inutile de vociférer contre les Etats libres et de les menacer d'une rupture éclatante, nous nous contentons de leur signifier d'une main la charte fédérale où nous trouvons nos privilèges et nos franchises et nous tendons l'autre silencieusement vers l'abîme qui gît beant au-delà de la Constitution.

Ce n'est pas à dire que ce calme, plus éloquent mille fois que les furibondes orations des harangueurs de carrefour, ne trouve pas des échos dans le pays. Il y a parmi nous, comme ailleurs, d'ineptes gens qui, à la moindre émotion populaire, se retroussent fièrement la moustache, se frappent sur les deux jambes, lancent contre leurs ennemis des torrens d'invectives. Mais ce tonne la bonne volonté qu'ils y mettent, ces vains discours échevelés, toutes ces imprécations haineuses et délayées, tout ce style teinté de sang et de rouge, tout ce verbiage sinistre qui les souille, n'ont pas la moindre odeur de poudre à canon, et ne donnent pas le plus léger frisson. C'est grand dommage, n'est-ce pas ?

L'attitude de la Louisiane a toujours été celle de la force. Elle n'a jamais cessé d'indiquer des dispositions conciliantes, mais elle démontre en même temps l'inébranlable résolution de protéger ses institutions contre les envahissements d'une secte de misérables fanatiques.

Lors qu'arriva au commencement de cette année l'heure suprême de la crise, lorsque le Sud, irrité des constantes agressions du Nord, voulut convoquer une immense Assemblée des Etats-esclaves pour délibérer sur les mesures à prendre, la Louisiane refusa énergiquement à prendre part à cet acte qui était tout simplement un acte révolutionnaire et pouvait avoir les plus graves conséquences. On se rappelle encore ces mémorables débats qui ont marqué une partie de la dernière session de la Législature. La Convention de Nashville était alors la grande affaire du jour. On en parlait partout comme d'un remède infaillible qui devait guérir et nuit dont se plaignaient, hélas ! avec trop de raison, les Etats à esclaves. Nos législateurs comprirent que ce prétendu remède ne renfermait peut-être la mort et la relégation dans l'esclavage d'un acte qui pouvait entraîner la dissolution de l'Union. Mais s'ils ne voulurent pas sanctionner une aussi grave mesure, ils arrêtèrent l'discussion d'exprimer l'opinion de l'Etat et de tracer la limite fatale que le Nord ne pouvait franchir sans provoquer la rupture du pacte fédéral.

Cette réserve de la Louisiane lui a toujours donné une importance que n'ont pas d'autres Etats. L'Union a les yeux sur nous. S'il arrivait que nous en fussions tout, soit par l'abolition de l'esclavage, soit par le rappel des lois de compromis—double éventualité qui, nous l'espérons, nous en avons même la conviction, ne se réaliseras pas—il arriverait, assurément, dans une pareille circonstance, que la Louisiane se déclarât libre et déclarât de toute allégeance envers l'Union, et en serait fait de celle-ci. Mais, par la même raison, l'expression de son attachement à l'Union aussi peu d'un poids qui contrebalance et annule toutes les efforts des désunionistes. Donc l'assemblée de mercredi soir est un événement qui ne peut manquer d'avoir une grave portée dans le présent et dans l'avenir. A ce titre, elle méritait d'être considérée sérieusement et de retentir pour la presse un objet de commentaires.

Nous avons fait ressortir le caractère particulier de la démonstration qui nous fournit le sujet de ces réflexions. Nous avons essayé d'expliquer pourquoi cette démonstration devrait avoir une autre portée et exercer sur l'Union une influence que n'ont pas d'autres Assemblées de ce genre. Il ne nous reste plus maintenant qu'à constater l'effet qu'aura produit dans les autres Etats le meeting de Salle de l'Union.

C'est chose entendue : les désunionistes n'osent pas donner leur programme. De là irrésolue, comme une conséquence nécessaire, que leur meeting n'aura aucune signification, aucune portée ; car on n'en pour voir un spectacle non pour manifester une opinion.

THÉATRE D'ORLÉANS.

Ce soir, la *Favorite*. L'heureuse arrivée de M. Davis, qui lui a valu de si nombreux témoignages de la sympathie publique, n'a rien changé au programme. M. Grau conserve le rôle de Baltasar, dont il s'est acquitté jusqu'ici avec le soin consciencieux d'un homme qui tient à mériter la faveur du public.

Demain, pour les débuts de Madame Léonie Dormant, *Elle est Folle*, drame, et *Ce que femme veut*, vaudeville.

Parlerai-je de la Favorite, moi qui ne suis pas électoralement en pied et qui prends la plume à son défaut ? Non. Des acteurs ! Si je n'en disais rien, ce serait commettre une injustice et laisser ignorer à nos dames ce qu'elles ont perdu à ne pas venir au théâtre pendant cet hiver. Madame Derrieu nous a fait entendre une voix magnifique, pleine et vibrante. Elle a chanté le grand air du troisième acte avec une vigueur d'intonation et une expression vraiment remarquables. Doluc était en voix et a bien dit les deux dernières actes. Corradi a modifié sa manière ; j'attendrai plus tard pour lui dire ce que j'en pense, mais il m'a semblé que le jugement du public lui était favorable.

Que font nos dames ! Qu'est-ce qui les retient ? N'est-ce pas déjà bien tard que d'ouvrir la saison théatrale dans les derniers jours de novembre, sans perdre encore les premières représentations. Espérons que ce soir elles se porteront en foule au théatre pour donner à M. Davis une véritable bienvenue. X.

L'Arcadia — C'est le 14 octobre dernier que ce navire a éprouvé la tempête affreuse qui l'a désemparé. A ce de voiles, l'ouragan qui l'a rapié était d'une violence telle que les mats de flèche et d'artimon furent brisés plus bas que la hune et que le grand mât ne conserva que son premier hunier. Ayant presque perdu toute sa voilure, le capitaine fut obligé de faire servir ces trois à établir une voile de fortune. Dans cet état, le bâtiment ne put faire que bien lentement les onze cent milles environ qui le séparaient de St Thomas. Il n'est pas probable qu'il puisse quitter ce port avant le 4 ou 5 décembre, et qu'il arrive à la Nouvelle-Orléans avant le 20. On nous informe qu'il y aurait sans doute des avaries à bord, attendu que pendant quelque temps, il y a eu trois ou quatre pieds d'eau dans la cale.

Steamer Europa. — Une dépêche télégraphique a été reçue, annonçant l'arrivée de l'Europa, parti de Liverpool le 16 novembre. Il paraît que le coton a haussé de 1/8 à 1/4 d.

Il résulte d'une lettre écrite par le Gén. Dougherty, de la Georgie, considéré jusqu'à présent comme désunionniste, qu'il est au contraire entièrement opposé à la désunion, et à tout ce qui pourrait l'amener ou la provoquer.

Georgie — D'après des dépêches reçues à la Monde, il paraît que dans cinquante-trois comtés, le ticket de l'Union réunit une majorité de QUARANTE MILLE VOIX. Les désunionistes n'ont emporté que trois comtés.

Brave action — Au moment où le steamer *Arkansas* était en flammes et à la dérive, on s'aperçut qu'il restait à bord trois hommes blessés incapables de se sauver. Un des ingénieurs de l'*Arkansas*, M. Charles Armour, un jeune homme de la Mobile et un des matelots, prirent un canot et allèrent, au péril de leur vie, sauver ces trois malheureux. Leur généreuse tentative a été couronnée d'un plein succès.

On a lancé le 21 de ce mois à New-York, un steamer, le *Sea-Bird*, qui doit faire le voyage de la Californie.

Union meeting à Philadelphie — Il a été tenu à Philadelphie le 21, un immense meeting des Amis de l'Union, sur lequel le télégraphe nous transmet quelques détails.

Les résolutions portent en substance que l'Union est un dépôt sacré, cher à tout cœur américain; que la loi sur les esclaves fugitifs est strictement en conformité avec la Constitution; que le trait caractéristique national est l'obéissance aux lois, et que nous avons la plus entière confiance dans la sagesse du Congrès National; que lorsqu'une partie égarée de la population se réunit pour résister à l'exécution des lois, il faut que la majorité se lève en masse pour voir à ce que force reste au bon droit; que les mesures passées par le dernier Congrès ont été dictées par un loyable et patriotique esprit de conciliation et ne constituent pas la moindre infraction à la Constitution.

Une lettre reçue de l'hon. James Buchanan, qui n'a pu y assister, porte qu'il est essentiel, pour maintenir l'Union, de faire cesser l'agitation qui s'est manifestée au Nord au sujet de l'esclavage,—que le proviso Wilmot, cette mesure insensée qui a empêché pendant deux sessions la formation des territoires de Californie, Nouveau-Mexique, &c, est anéanti à jamais; que l'esclavage ne pourra être aboli dans le district de Columbia aussi longtemps que cette institution existera dans le Maryland.

Ce meeting a produit sur l'esprit public un excellent effet.

Le Courrier des Etats-Unis du 21 publie, sous le titre de *La voix de la Sagesse*, un excellent article sur l'Union (article que nous reproduirons in extenso si l'espace ne nous faisait pas défaut) qui se résume ainsi dans son dernier paragraphe :

"En somme, les incidents que nous venons de réunir dans cette brève revue, portent tous un même cachet ; celui de la confiance en l'avenir et d'un dévouement sincère au pacte fédéral. Nous sommes donc, encore une fois, loin des clameurs tumultueuses qui naguère retentissaient autour de nous, au point d'étouffer presque la voix des amis de l'Union. Le progrès ne s'arrêtera point là, nous en avons plus que jamais la conviction intime, car les idées saines et viales n'ont besoin que d'être jetées parmi la population américaine, pour y germer ensuite d'elles-mêmes. Tout ce qu'il leur faut, dans le principe, ce sont de courageux et fervents apôtres, et ceux-là ne leur ont pas manqué."

Mexique. — Nous glanons encore quelques extraits dans les journaux mexicains. Parlant des contrats projetés dont nous avons donné hier la substance, le *Trait-d'Union* continue ainsi :

"Ces contrats dont la substance a transpiré déjà, ont attiré vivement l'attention dans les hauts cercles commerciaux ; autant que nous sommes informés, ils ont été reçus avec une satisfaction générale, et plaisir maximum des plus recommandables ont pris un vif intérêt aux projets du colonel Ramsey, en nouvement à la compagnie qu'il représente, des propositions fort avantageuses pour le transport des malles et des passagers de Vera-Cruz à Acapulco, par la Capitale. Ces propositions ont été faites dans l'hypothèse où quatre lignes de diligences seraient nécessaires quotidiennement, pour le transport des passagers, et où, chaque semaine, une ligne spéciale transporterait un nombreux de correspondances, de journaux, etc. etc.

"Le temps, pour le trajet de Vera-Cruz à Acapulco, n'a pas encore été déterminé. Des propositions ont été faites pour transporter les passagers, les correspondances, etc., en cinq jours ; mais la compagnie désire que le trajet ne demande pas plus de *quatre jours*, ou 96 heures pour toute la route. Elle voudrait, notamment, que la distance entre Vera-Cruz et Mexico pût être parcourue en 36 heures, et les offres qui lui ont été faites sont de 40 et de 45 heures.

"Il paraît que, par la route d'Orizaba, le trajet peut être maintenant accompli en très nement tant en 30 heures. Une des plus importantes maisons de la capitale a basé ses offres sur ces calculs.

Entre Mexico et Acapulco, une partie de la route seulement, peut être parcourue en dil gence. De la capitale à Tasila ou Cuernero, les chemins sont, dit-on, praticables pour les voitures ; le gouvernement y fait, en ce moment même, des réparations considérables. De Tasco à Acapulco, c'est-à-dire pendant 40 lieues la compagnie établira des litières portées par des mules, de manière que les voyageurs puissent être transportés convenablement, sûrement, et sans être exposés aux ardeurs du soleil ou à la pluie."

Introduction de céréales. — Avant-hier, le sénat a approuvé la décision de la chambre des députés qui permet pendant 5 mois, la libre entrée des céréales par le port de Tampico.

(Communiqué.)

IL FAUT QU'UNE PORTE SOIT OUVERTE OU FERMÉE.

Une réunion des amis du Sud ! Que prétendez-vous, que voulez-vous dire ! Votre réunion n'est autre chose que le pendant de l'adresse des Six-Cents, c'est-à-dire la traduction de qui l'a de l'Union ? Non,—du Sud ? Non,—de M. Soulé ? Oui. Maintenant pour donner quelqu'attrait à votre *meeting*, vous invitez MM. Quitman et J. Davis. M. Quitman qui a mangé de la racine *mal sane*, comme l'a dit spirituellement M. Foote, et M. Davis qui ne manquera certainement pas d'y goûter pour se mettre à l'unisson. C'est adroit, monsieur, vous aurez du monde. Qui ne se dérangera pour voir, pour entendre M. Quitman et pour assister au effets de la racine vénéneuse. M. S. a ses seider et ses admirateurs qui se retrouvent là, les premiers pour lui donner son interprétation, les seconds pour jouir de l'effet de son regard foudroyant. Bien sûr aussi de lui qui jalouse de sa prunelle ardente n'hésitera pas l'édifice bâti sur les ruines de l'ancien temple dont il avait dote la ville dans un élan de munificence toute royale. Pourquoi, messieurs-vous prêts ou, de grâce, faites placer une pompe auprès de l'orateur incendiaire.

Combien d'autres se précipiteront à ce meeting dans l'espoir que l'ennemi sera désarmé ou dédaigné enfin à faire connaître ses intentions et sa pensée secrète. Seront-ils récompensés de leur zèle ! Non. Le pêcheur habile déjette son appât sous l'hameçon ; le jeune fille coquette cache sous un bandeau menteur la tâche qui dépare son front.

Mais voyons, messieurs les meneurs, scrutons un peu votre pensée, déchirons la gaze qui couvre vos desseins, et voyons clairement le but que vous vous proposez.

Vous convoquez un *meeting* et vous l'intitulez : "*Meeting des Amis des Droits du Sud.*" Nous n'entrerons dans aucun détail pour prouver que le Sud n'a pas été lésé ; ce travail a déjà été fait, et les preuves les plus fortes de cette lésion ont été puisées dans le principal organe de votre parti. Mais notez bien que votre *meeting* ne peut avoir de valeur qu'autant qu'il sera considéré comme une protestation contre l'Union *meeting*. Si vous protestez contre l'Union *meeting*, vous déclarez par là même que *vous n'en droits du Sud tous ceux qui ont assisté à cette immense réunion*. C'est là ce que vous n'avez osé faire ; je ne sais même si vous en avez le pouvoir. Dès lors pourquoi vous séparement ; pourquoi, si vous êtes comme nous, amis de l'Union, si vous voulez, comme nous, son maintien en dépit des imperfections du bill de compromis, n'êtes-vous pas venu joindre vos voix aux nôtres et augmenter, par votre nombre et votre enthousiasme, la solennité de cette imposante manifestation ?

Nous vous le disons ce dernier, "ou vous êtes pour le maintien de l'Union, en dépit des imperfections du bill de compromis, ou vous ne l'êtes pas."

Si l'adoption du bill de compromis, tel qu'il se comporte, ne trouve pas la *désunion* à vos yeux, vous êtes des *unionistes*, et dès lors votre place était au théâtre St Charles.

Si, au contraire, cette adoption est suivant vous, un motif suffisant de la dissolution des Etats, vous êtes des *désunionistes*, et votre vraie place est à l'hôtel St-Louis. Il paraît que vous l'avez compris ainsi, mais si vous prétendez séduire les masses par un tour de gobelet, vous ne trouverez pas en cette ville, soyez en convaincus, dix mais qui seront dupes de vos manœuvres.

Nous ne sommes plus à une époque d'idolâtrie où un homme, par le pouvoir des mots, par le jeu de ses yeux et par une pantomime plus ou moins burlesque parvient à se créer de nombreux partisans.

Ainsi les meneurs ont-ils recours à d'autres moyens ; ils s'efforcent d'embrouiller les questions les plus claires et de tromper le peuple sur le but qu'ils se proposent d'atteindre. Efforts inutiles, vaines tentatives. Messieurs, ôtez vos masques, effacez de vos affiches ces paroles trompeuses : "*Meeting des Amis des Droits du Sud*," et écrivez y franchement :

Meeting en faveur de l'ami Pierre.

QUESTION DE LA PLATA.

New-York, le 21 octobre 1850.

A M. le Rédacteur du *Courrier des Etats-Unis*.

Monsieur,

Ayant vu dans quelques numéros de votre estimable journal, plusieurs extraits de lettres de Montévidéo, où les affaires de la Plata sont traitées par des personnes parfaitement décidées pour la continuation de la guerre; et comme je suis persuadé que vous n'avez d'autres intérêts dans cette question, que ceux de la France et de la justice, je prends la liberté de vous exprimer mes observations sur ce qui a déjà été publié dans les colonnes du "Courrier des Etats-Unis." Vous verrez d'après ces mêmes observations, que la question politique n'est pas telle que la considèrent les Français qui agitent la guerre entre Montévidéo et Buenos-Ayres, mais bien telle que l'entrevoyons ceux qui désirent la paix entre la France et les républiques de la Plata.

Je laisserai de côté, dans cette affaire, les généraux Rosas et Oribe, pour ne m'occuper que de la France. Je ne vois que des Français parmi ceux qui désirent la paix, comme parmi ceux qui veulent la continuation de la guerre. Ce sont des Français qui ont déclamé à l'Assemblée de la *France*, contre la continuation de la guerre au Rio de la Plata; et c'est encore de *des Français*, qui dans la même Assemblée, se sont prononcés contre la Convention Leprédour qui mettait fin à cette même guerre. Puisque dans compte qu'il n'y a donc cette question, et un général Rosas, ni un général Oribe, n'en seront de même, quant à la question française, et tout entre étant à leur place.

Pourquoi y a-t-il des Français qui veulent la paix sur les rives de la Plata, et d'autres, Français aussi, la guerre ? Lire dans et les autres n'ont-ils pas en vue les intérêts de la France ? On pourrait croire que l'intérêt de la France ne doit pas différer de celui des Français; mais nous voyons que ceux-ci ont des intérêts diamétralement opposés aux autres. Et pourquoi cela ! C'est ainsi que, par exemple, la France, les Français sont atteints d'autres vues que ceux de leur nation. Par exemple, ceux qui se trouvent à Montévidéo, sont devenus, Montévidéens, et ont pris plus de part à la politique de ces pays qu'au commerce de leur nation, qui ne peut prospérer qu'avec la paix. Ceux qui exempts des passions politiques des autres se trouvent à Buenos-Ayres, considèrent la continuation de la guerre comme une calamité des plus grandes. Mais ces Français-ci et ceux-là ne forment que quelque mille, peu considérable, vis les millions d'hommes qui s'occupent en France d'agriculture, de manufactures, de commerce, de navigation, de constructions navales et de toutes les branches de l'industrie, qui prospèrent avec la paix, et décroissent en temps de guerre. C'est à-dire de ces millions que l'on doit donc consulter, car la France ne peut pas en avoir d'autres, malgré l'existence de quelques mille Français qui se trouvent avoir de leurs partialités; et certes, ce sont bien les Français résidens à Buenos-Ayres qui représentent les intérêts incontestables de la France au Rio de la Plata, et non les belligérants de Montévidéo. Sous le rapport de ces intérêts, que l'esclavage ne pourra être aboli dans le district de Columbia aussi longtemps que cette institution existera dans le Maryland.

Ce meeting a produit sur l'esprit public un excellent effet